

# **Le rôle fondamental des journalistes scientifiques dans la lutte à la désinformation**

Mémoire déposé dans le cadre de la consultation menée  
par le ministère de l'Économie et de l'Innovation en vue du renouvellement  
de la Stratégie québécoise pour la recherche et l'innovation (SQRI)

Par

Agence Science-Pressé  
Publications BLD  
Québec Science  
Valérie Borde  
Jean-François Cliche

14 mai 2021

Contact et informations:  
Pascal Lapointe  
Agence Science-Pressé  
6585 Jeanne-Mance #201, Montréal  
pascal@sciencepresse.qc.ca

## Les signataires

[L'Agence Science-Pressé](#) est un média à but non lucratif qui alimente depuis 1978 d'autres médias en nouvelles sur la science. Depuis 2016, elle est derrière la rubrique de vérification des faits Le Détecteur de rumeurs.

[Publications BLD](#) édite trois magazines de culture scientifique pour les 6-17 ans : *Les Explorateurs*, *Les Débrouillards* et *Curium*, qui paraissent chacun onze fois l'an.

[Québec Science](#) est le seul magazine québécois voué à la vulgarisation scientifique auprès du public adulte. Fondé en 1962, il rejoint aujourd'hui un lectorat de près de 250 000 personnes.

[Valérie Borde](#) est codirectrice du [Centre Décléc](#) et chef de bureau Science et santé du magazine *L'actualité*.

[Jean-François Cliche](#) est journaliste scientifique au quotidien *Le Soleil*.

## INTRODUCTION

Dans notre milieu, où nous réfléchissons au quotidien aux questions de communication et de vulgarisation, il est devenu banal de dire qu'au 21<sup>e</sup> siècle, « la science est partout » et qu'en conséquence, tout citoyen se devrait d'avoir une « culture scientifique » de base pour prendre des décisions éclairées sur toutes sortes d'enjeux de société – de la même façon qu'il faut une culture politique de base pour voter.

Ça peut sembler une banalité, mais il faut pourtant continuer de le répéter, tant la science a du mal à se mériter une place, en tant qu'enjeu à part entière: que ce soit dans les médias ou les débats publics. Au point où il n'était pas rare – avant la pandémie, du moins – de continuer d'entendre des gens influents, en politique, en économie ou en culture, fiers de dire qu'ils ne connaissent rien à la science ou que « la science », c'est « pour les scientifiques ». Et qui n'en sont pas plus mal jugés pour autant – alors qu'ils auraient eux-mêmes senti qu'il était malavisé de dire que « la culture » c'est pour les artistes, ou que la politique, ils n'y connaissent rien.

C'est dans ce contexte que nous voulons ajouter notre voix à cette consultation sur la SQRI. Nous savons que nous n'avons pas à convaincre ceux et celles qui sont engagés dans cette réflexion que la science mérite une place à part entière dans les débats publics. Mais nous ne pouvons pas ne pas remarquer que l'espace qui est consacré à la culture scientifique est maigre et insuffisant. Comme on peut le lire dans le mémoire commun des organismes de culture scientifique auquel certains d'entre nous avons aussi contribué:

À la lecture de l'appel de mémoires, nous constatons que l'orientation de la SQRI 2022 apparaît plus axée qu'en 2016 vers des considérations économiques, en mettant l'emphase sur la prospérité du Québec et son positionnement international. Les enjeux de culture scientifique et technique (CST) sont absents de l'appel bien que la culture de l'innovation y soit valorisée.

Peu importe qu'on souhaite aborder le sujet sous l'angle des connaissances de base que devrait acquérir le public (la « culture scientifique ») ou sous l'angle de l'importance de communiquer au public (la communication scientifique, la vulgarisation scientifique), ou encore sous l'angle du rôle capital que jouent les médias (le journalisme scientifique): force nous est de constater que l'enjeu semble avoir été oublié.

Or, si, déjà au cours des dernières décennies, une meilleure culture scientifique constituait un enjeu et un défi fondamental, un autre phénomène s'y est greffé ces dernières années et est venu brouiller les cartes: l'ampleur prise par la désinformation, avec l'aide des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Il s'agit là de deux enjeux dont nous allons brièvement traiter dans ce mémoire et qui ne peuvent être passés sous silence lorsque vient le temps de développer une stratégie de la recherche et de l'innovation, particulièrement après cette année pandémique.

## 1 - Les enjeux et défis auxquels nous sommes confrontés

### Enjeu n° 1 : le déficit de culture scientifique

Sur le premier enjeu, nous ne réinventerons pas la roue. Trois des signataires de ce mémoire, l'Agence Science-Presses, *Québec Science* et Publications BLD, font également partie de la Table de concertation des organismes de culture scientifique et ont à ce titre signé un mémoire intitulé *Faire place à la culture scientifique, technique et de l'innovation dans la SQRI 2022-2027*. Nous ne répéterons donc pas ici ce qui y est dit. Qu'il soit simplement rappelé que, à notre avis aussi:

*La SQRI (2022-2027) devra favoriser une croissance économique propre et durable, et ce, au bénéfice de la population de toutes les régions du Québec. C'est ici que prend tout le sens de notre rôle de médiation, entre les sciences et les citoyens.*

*Les organismes de culture scientifique sont essentiels au transfert, à la valorisation et à la diffusion des savoirs issus de la recherche, que ce soit directement auprès des citoyens, des médias, des entreprises ou du secteur public.*

Par ailleurs, certains des organismes de culture scientifique jouent un rôle important pour

*contrer la propagation de fausses informations, partagées par des gens qui sont souvent de bonne foi et ont un réel intérêt pour les sciences, mais dont l'influence, à travers leurs réseaux personnels ou professionnels, peut s'avérer néfaste à ce même transfert du savoir.*

L'expertise des organismes de culture scientifique au Québec a été maintes fois présentée, ici et ailleurs dans le monde, comme étant unique. Il n'existe pas d'équivalent anglophone au magazine *Québec Science* ailleurs au Canada, et il n'existe pas d'équivalent de l'Agence Science-Presses ailleurs dans la francophonie. Par ailleurs, la francophonie elle-même voit ses sources d'information scientifique en français s'appauvrir avec les années. En septembre 2020, les magazines *Science et Avenir* et *La Recherche* fusionnaient ; en mars 2021, la revue centenaire *Science & Vie* perdait la majorité de ses journalistes qui ont démissionné en bloc pour protester contre l'abandon de bonnes pratiques journalistiques par son éditeur.

Comme l'exprime encore le mémoire de la Table de concertation:

*Nous possédons, collectivement et de façon complémentaire, l'expérience et l'expertise pour aider les citoyens à mieux comprendre ce qui les touche dans leur quotidien ainsi qu'à répondre à leurs préoccupations envers leur avenir, celui de leurs enfants et de l'environnement. Chaque personne devrait être en mesure d'acquérir une base de connaissances lui permettant de trouver les bonnes réponses à ses questions afin d'exercer un jugement éclairé sur le monde qui l'entoure. De plus, indépendamment du fait d'avoir ou pas ces connaissances de base, chaque personne devrait aujourd'hui acquérir une série d'habiletés ou de réflexes lui permettant de repérer les sources crédibles qui lui offriront ces réponses.*

*Les animateurs, communicateurs, muséologues et journalistes scientifiques contribuent, chacun à leur manière, à développer la pensée critique des citoyens. Leur travail aide jeunes et moins jeunes à mieux trier l'information utile de celle qui n'est pas fondée, à évaluer les arguments proposés dans la sphère publique afin de pouvoir juger, à se faire une opinion personnelle et à agir en conséquence.*

*Ils et elles constituent non seulement des sources fiables d'information, mais qui contribuent aussi à augmenter significativement la littératie scientifique des individus.*

De tous les individus, est-il besoin de le préciser:

*Au-delà de la relève, la culture scientifique est utile à l'adulte pour comprendre les enjeux de santé et d'environnement, les décisions des pouvoirs politiques et administratifs ou tout simplement pour prendre des décisions éclairées dans les différentes sphères de la vie.*

En bref:

*Ces organismes contribuent à faire du Québec un lieu privilégié pour une forte culture scientifique et de l'innovation. Signalons que la place croissante des médias sociaux dans l'écosystème de l'information génère davantage de questions du public adressées aux acteurs et actrices de la CSTI. Nous manquons de ressources pour répondre aux interrogations ainsi soulevées. Il faudrait recruter et former du personnel à cet effet, ce qui s'avère incompatible avec le type de financement de NovaScience axé sur la gestion de projets à court terme. Un appui financier pour l'embauche de personnel compétent aiderait grandement à contrer la désinformation croissante sur les réseaux sociaux.*

## **Enjeu n° 2 : la lutte à la désinformation**

Au cours des premières semaines de 2020, alors que le grand public commençait à peine à entendre parler d'un mystérieux nouveau virus, un autre phénomène prenait place en parallèle: un déferlement de fausses nouvelles autour de ce virus. Au point où, en février

2020, l'Organisation mondiale de la santé tirait la sonnette d'alarme sur ce qu'elle appelait une « infodémie » – une épidémie de fausses informations.

Dès la mi-janvier, un regroupement international de quelque 200 médias voués à la vérification des faits (*fact-checking*), dont fait partie l'Agence Science-Presse, créait une base de données rassemblant les textes de ses membres exclusivement consacrés aux rumeurs et fausses informations qui commençaient à surgir autour de ce virus: quatre mois plus tard, la base de données comptait plus de 7000 textes !

On s'entend aujourd'hui sur le fait que les fausses informations ont des conséquences plus graves que la simple croyance au monstre du Loch Ness ou aux Illuminati. Cela a pris du temps pour l'admettre, mais cette prise de conscience a fait un bond de géant lors des élections américaines de 2016. Plusieurs observateurs avaient alors été effarés de découvrir à quel point des groupes pouvaient s'enfermer, sur les réseaux sociaux, dans leurs bulles informationnelles presque étanches – dans leurs « faits alternatifs », en quelque sorte.

Mais ces dernières années ont également permis aux psychologues de rappeler que nous sommes tous susceptibles de tomber dans le panneau: tout le monde est vulnérable à une fausse nouvelle, du moment qu'elle touche une de nos cordes sensibles. Et il ne faut donc pas commettre l'erreur de juger ceux qui partagent des faussetés comme des ignorants, à qui il suffirait d'insuffler des faits pour qu'ils changent d'avis.

Quant à l'année qui vient de s'écouler, elle a fait découvrir à ceux et celles pour qui le phénomène des *fake news* était uniquement associé à la politique que, au contraire, un tel déferlement pouvait se produire aussi autour de l'information scientifique. Et avoir du coup des impacts sociaux pas mal plus graves qu'à l'époque où on n'avait à se soucier que de la croyance au monstre du Loch Ness.

Pour certains observateurs des écosystèmes de l'information, ce n'était pourtant pas nouveau. Ainsi, ceux qui avaient eu maille à partir avec les antivaccins avaient tenté depuis longtemps de prévenir les décideurs que ce phénomène n'était pas propre à l'actualité politique. Mais il a fallu la pandémie pour servir de réveil collectif. Plusieurs ont alors dû admettre qu'on avait en effet dépassé depuis un bout de temps le stade où les opposants à un fait scientifique se contentaient de dire « des scientifiques disent blanc, d'autres scientifiques disent noir, examinons les deux côtés de la médaille ». Aujourd'hui, on est plutôt rendu à l'étape où des scientifiques reçoivent des menaces de mort parce que leurs conclusions sur le masque ou sur l'hydroxychloroquine déplaisent.

On est rendu à l'étape où QAnon, un mouvement né d'une croyance en des États-Unis gouvernés par une élite pédophile et sataniste, et qui a été au coeur de l'insurrection du 6 janvier à Washington, a réussi à amalgamer dans son orbite des groupes antivaccins, et même des groupes de parents simplement hésitants face aux vaccins. Une étude parue en mai 2020 dans la revue *Nature* évaluait que « l'empire antivaccins » rejoignait, à divers degrés, jusqu'à

58 millions de personnes sur les réseaux: c'est-à-dire pas tous des opposants aux vaccins, mais des gens qui sont en partie alimentés par ces discours.

On est également rendu au point où certains désinformateurs ont tout intérêt à ce qu'une partie de la population soit convaincue qu'il est impossible de distinguer le vrai du faux. Ils ne souhaitent pas nécessairement « convertir » cette partie de la population à leurs mensonges: ils souhaitent avant tout que, submergée de fausses informations, ces gens baissent les bras; qu'ils en concluent que tout le monde ment, que personne ne peut donc savoir qui dit vrai. Si toutes les opinions ont la même valeur, si les opinions des experts ont la même valeur que celles des non-experts, il n'existe donc pas une telle chose qu'un fait vérifiable. Donc, à quoi bon débattre?

S'il n'y a pas de zones de consensus possibles, il n'y a pas de dialogue possible. Et s'il n'y a pas de dialogue possible, y a-t-il encore une démocratie?

On peut donc comprendre le lien étroit avec les enjeux fixés par la SQRI. Des enjeux tels que « **croissance des entreprises innovantes** », « **prospérité et création de richesse** », « **recherche pour répondre aux grands défis technologiques, sociétaux, environnementaux** » : tout cela dépend en partie d'une population mobilisée autour d'objectifs communs et autour d'une certaine confiance envers les acteurs qui veulent réaliser ces objectifs.

Or, nous ne surprendrons sans doute personne si nous rappelons qu'un des impacts de la désinformation les plus souvent soulevés par les chercheurs ces dernières années, c'est la perte de confiance dans les institutions. La désinformation n'en est pas la seule cause, mais elle est un symptôme de cette perte de confiance, que ce soit envers les médias, les gouvernements, les experts scientifiques ou même, comme on l'a vu cette année, les autorités de la santé publique.

Cela a été dit par d'autres avant nous, notamment dans le secteur universitaire: l'effet le plus grave de la diffusion massive du faux, c'est de répandre un doute généralisé sur l'information, les institutions démocratiques et les savoirs scientifiques, écrivait par exemple en 2017 Divina Frau-Meigs, de l'Université Paris-Sorbonne.

Et plus récemment, ça a aussi été dit dans le secteur économique:

*En instillant la méfiance là où elle n'a pas lieu d'être et en jetant le doute quant à la fiabilité des données, la désinformation rend plus difficile, pour les décideurs, la prise de décisions en temps voulu et en connaissance de cause.*

C'est ce qu'écrivait en mars dernier Anthony Gooch, directeur des affaires publiques de l'OCDE, dans le cadre d'un texte intitulé à juste titre « La lutte contre la désinformation : élément essentiel de la reprise après le COVID ».

Il ajoutait:

*L'« infodémie » due au COVID-19 a été le révélateur de notre vulnérabilité face à la désinformation en même temps qu'elle a souligné la nécessité de trouver des solutions plus systématiques et durables.*

## **II - Notre piste de solution: davantage de journalistes scientifiques**

Si cette infodémie des 16 derniers mois apparaît déjà, en soi, comme un grave problème, on peut avancer que ça aurait été encore pire sans les journalistes scientifiques. Au Québec en particulier, ils ont accompli un travail remarquable à tous points de vue. Avec peu de moyens, peu de ressources humaines, et l'obligation de réagir au quart de tour, ils ont déboulonné des rumeurs, corrigé de fausses informations, remis des pendules à l'heure, répondu à des questions du public, en plus de faire le tri dans l'abondance d'informations qui nous arrivaient de partout.

Ce travail a eu des impacts positifs: en plus des lecteurs qui ont trouvé réponse à leurs interrogations à un moment ou l'autre de la crise, ce sont souvent des textes, des infographies ou des documents vidéo qui ont continué d'être consultés des semaines, voire des mois plus tard, lorsque la fausse information refaisait surface.

Mais au-delà de ce travail indispensable de vérification des faits ou de curation des contenus qui est propre à tous les journalistes scientifiques, l'actualité de la dernière année a souvent apporté des opportunités pour fournir aux lecteurs ou aux spectateurs des outils pour les aider à effectuer par eux-mêmes des vérifications factuelles, ou pour mieux comprendre la démarche scientifique: qu'est-ce qui distingue les différents types d'études, un fait d'une opinion, un consensus, etc.

C'est un travail qui nous rend uniques dans le petit milieu de la culture scientifique. Aucun organisme de culture scientifique, en dehors des médias, n'a pour vocation de réagir « à chaud » à l'actualité. Peu d'entre eux avaient de plus dans leurs rangs l'expertise pour réagir à la désinformation. Mis à part quelques organismes capables d'organiser des conférences, seuls des médias, généralistes ou spécialisés, ont pu sauter dans l'arène pratiquement au quotidien, et ce depuis maintenant 16 mois.

### **Qu'est-ce qu'un journaliste scientifique ?**

À la base, un journaliste scientifique se distingue d'un généraliste en ceci qu'il est plus apte à éviter les pièges dans lesquels il est facile de tomber lorsqu'on connaît mal la façon dont se

construit le savoir scientifique. Par ailleurs, on a coutume de dire qu'une chose distingue le journaliste scientifique des autres professionnels de la communication scientifique: son indépendance face à ses sources. Essentiellement, cela signifie qu'il n'est pas là pour « vendre » un produit ou un service ou pour vanter les mérites d'une institution ou d'une compagnie. Cela peut en rendre certains méfiants à son égard, mais face au public, il s'agit d'un atout: il devient plus difficile aux « anti » ceci ou cela de prétendre qu'il est en conflit d'intérêt lorsqu'il produit un texte concluant à l'efficacité d'un médicament.

On peut ajouter que, par rapport aux scientifiques qui vulgarisent, le journaliste a l'avantage d'être payé pour ne faire que ça. Ce qui explique qu'il puisse réagir plus rapidement qu'un scientifique qui doit remplir ses autres obligations professionnelles avant de pondre un billet sur le sujet qui lui tient à cœur.

Le journaliste scientifique est aussi un «expert en experts»: à l'heure où chacun se prononce sur la portée de telle ou telle étude, il sait distinguer parmi tous les experts ceux qui tiennent un discours objectif basé sur des faits démontrés, de ceux qui interprètent les études selon leurs propres perceptions, ou dont l'expertise n'est pas exactement celle qui est nécessaire pour répondre à une question pointue.

Mais le journalisme scientifique est aussi une profession fragile. Tout d'abord, la crise des médias l'affecte depuis des décennies: aux États-Unis et au Canada, lorsque les journaux ont commencé à réduire leurs salles de rédaction, les journalistes spécialisés en science ont fait partie des premiers à voir leurs postes disparaître. À mesure qu'Internet a pris sa place dans l'écosystème de l'information, la fuite des revenus publicitaires s'est fait ressentir chez les médias spécialisés comme *Québec Science*.

Si le nombre d'abonnements au magazine *Québec Science* a connu une hausse sans précédent au cours de l'année 2020 (le public avait manifestement soif d'information scientifique), les revenus publicitaires ont poursuivi leur déclin entamé depuis plusieurs années. La plupart des annonceurs préfèrent investir sur le web et dans les réseaux sociaux pour rejoindre le plus de gens possible à moindre coût. Les revenus engrangés avec la hausse d'abonnements sont profitables, mais ne sont pas suffisants pour publier davantage de numéros (qui sont d'ailleurs passés de 10 à 8 au cours des dernières années) et davantage de pages. La salle de rédaction est réduite au strict minimum avec 4 employées à temps plein et une employée à temps partiel. En 2016, le magazine a même supprimé le poste d'éditeur dont les responsabilités ont été redistribuées entre la rédactrice en chef et la PDG de Vélo Québec, l'organisation propriétaire du magazine.

Résultat, les journalistes scientifiques sont relativement peu nombreux au Québec. En dehors des équipes affectées aux émissions *Découverte* et *Les Années-lumière* à Radio-Canada, on ne compte aucun journaliste scientifique à temps plein à la radio ou la télévision privée. Dans l'ensemble des journaux québécois, on compte à peine une demi-douzaine de journalistes affectés à temps plein à la science ou à l'environnement. Restent les équipes des magazines

pour les jeunes (*Les Explorateurs, Les Débrouillards, Curium*), de *Québec Science*, de l'Agence Science-Pressé et de *L'actualité*, autour desquels gravitent des pigistes.

Si peu nombreux qu'un regroupement temporaire de journalistes scientifiques a été créé au début de la pandémie afin d'avoir la force de frappe nécessaire pour répondre aux questions du public au sujet du coronavirus. Les journalistes scientifiques Jean-François Cliche (*Le Soleil*) et Valérie Borde (Centre Déclit alors, aujourd'hui chef de bureau Science et santé de *L'actualité*) ont fait équipe avec les journalistes de *Québec Science*. En deux mois, ils ont répondu à plus de 100 questions du public avec précision et nuances. Mais des centaines de questions ont été soumises par des lecteurs assoiffés de mieux comprendre cette pandémie, beaucoup plus que cette équipe était capable d'en prendre.

### III - Nos contributions pendant la pandémie

#### L'Agence Science-Pressé

À l'Agence Science-Pressé, la rubrique du *Détecteur de rumeurs*, créée en 2016, a produit à elle seule plus de 110 textes sur la pandémie entre avril 2020 et avril 2021 : en bonne partie des vérifications d'affirmations douteuses, mais aussi des textes du type « boîte à outils », qui servent à expliquer une notion (par exemple, le consensus scientifique) ou à donner au lecteur des trucs et astuces (quelles questions poser devant des conseils de santé douteux, comment distinguer le fait de l'opinion, qu'est-ce qui caractérise une théorie du complot, etc.).

Cet aspect « boîte à outils » s'inscrit par ailleurs dans les efforts investis par l'Agence dans ce qu'on appelle l'éducation à l'information: l'Agence est même, parmi l'ensemble des médias québécois, l'un des acteurs les plus engagés dans ce domaine. L'idée derrière l'éducation à l'information est d'aider à développer l'esprit critique du public, jeune et adulte. De l'inciter à vérifier et à chercher des sources fiables –deux habiletés qui font partie de l'ADN des journalistes.

Par rapport à la production régulière d'actualités scientifiques de l'Agence, les textes du *Détecteur de rumeurs* ont souvent été beaucoup plus lus sur son site, et beaucoup plus partagés sur les réseaux sociaux. Les observations d'un peu tout le monde dans notre milieu, depuis plus d'un an, tendent à ce sujet dans la même direction: ces contenus répondaient à un besoin d'aller chercher des informations fiables, alors que des informations contradictoires arrivaient de partout sur les réseaux sociaux. Ajoutons à cela que, de par sa nature d'agence

de presse, tous les textes sont envoyés aux médias abonnés et que ceux du Détecteur de rumeurs, en moyenne, ont circulé beaucoup plus que les textes « réguliers ».

Les ressources limitées ne permettent toutefois pas de réagir à l'actualité autant qu'on l'aimerait. Pour chaque fausse nouvelle traitée autour de la pandémie, il y en a 10 autres qui ont été laissées de côté, faute de temps. Mais il n'en demeure pas moins que tout ce travail accompli dans la dernière année n'aurait pu être accompli que par des journalistes scientifiques, seuls à même de pouvoir être dévolus exclusivement à cette tâche.

## Publications BLD

En période de crise, la lecture que les citoyens se font des événements passe en grande partie par le filtre des médias. Comme média, notre principal défi consiste donc à fournir des explications honnêtes et accessibles qui permettent une juste compréhension des enjeux. Ce droit à l'information fiable et intelligible prévaut pour les adultes, c'est entendu, mais aussi pour les personnes qui ne sont pas encore en âge de voter. Informer la relève, former des jeunes scientifiquement lettrés, capables de mieux comprendre notre société et les enjeux auxquels elle est confrontée (crise climatique, pandémie...), développer leur esprit critique, c'est le mandat de Publications BLD depuis près de 40 ans.

Aussi, notre équipe s'est-elle mobilisée d'urgence dès les débuts de la crise sanitaire pour mettre en place des outils de référence destinés aux jeunes. Quatre journalistes scientifiques, une rédactrice en chef et deux éditeurs, en alternance, ont pris le mandat de répondre aux questions et appréhensions des jeunes concernant la COVID-19 sur nos sites web et réseaux sociaux. Plus d'une centaine nous ont été adressées. Certaines plus simples, rapidement résolues. D'autres, autrement plus complexes, qui ont nécessité la collaboration d'experts en épidémiologie, en vaccination, en santé publique, mais aussi de psychologues pour éviter d'inquiéter inutilement les enfants.

Parce qu'il ne s'agit pas simplement d'informer, mais aussi d'aider nos jeunes lecteurs à composer avec cette connaissance. Au total, notre équipe a ainsi répondu à plus de 75 questions.

Par ailleurs, les rédactions ont rapidement revu une grande partie de leurs contenus au printemps 2020 pour, encore une fois, répondre aux questions d'actualité en lien avec la COVID. Nos trois titres ont proposé une série de dossiers et d'articles, chacun s'adaptant aux préoccupations et réalités de son public (âgé de 6 à 17 ans) ainsi qu'à leur niveau de littératie.

C'est avec cette même volonté d'éducation et de rigueur que Publications BLD s'est joint à l'Agence Science-Pressé et à la Fédération professionnelle des journalistes du Québec pour

assurer le volet jeunesse du projet *Dépister la désinfo*. Parce qu'en cette ère de désinformation, il ne suffit plus de publier des vérités, les journalistes scientifiques doivent également lutter contre le faux.

## Québec Science

Avant même que l'Organisation mondiale de la santé ne déclare officiellement l'état de pandémie, l'équipe de *Québec Science* était au front, surveillant les développements de la crise sanitaire en Chine. Entre janvier 2020 et mai 2021, nous avons produit plus de 300 articles sur la COVID-19. Une partie de ces articles ont été produits en collaboration avec Valérie Borde et Jean-François Cliche. Transmission aérienne, modélisation des épidémies, suivi des essais cliniques, vaccins à ARN, efficacité des mesures sanitaires, impacts psychologiques: voilà seulement quelques-uns des sujets que nous avons traités, toujours en mettant de l'avant le travail des chercheurs québécois qui ont travaillé d'arrache-pied.

Notre petite équipe a réussi ce travail, malgré un horaire réduit (en raison de coupes budgétaires). C'est sans compter les nombreuses heures passées à répondre aux courriels et aux messages sur les réseaux sociaux de lecteurs inquiets. C'est sans compter aussi le temps offert bénévolement à nos collègues de la radio et de la télé qui nous demandaient des interviews. C'est sans compter le défi humain de continuer à vouloir informer le public le mieux possible tout en composant avec les fermetures des classes, les enfants à la maison et la maladie elle-même, qui n'a pas épargné les membres de notre équipe, ni leurs proches.

## Valérie Borde

À *L'actualité*, entre octobre 2020 et avril 2021, la journaliste scientifique Valérie Borde a produit une cinquantaine de longs textes pour expliquer en profondeur et détailler l'état des connaissances sur des questions d'actualité en lien avec la pandémie: les risques et bénéfices des différents vaccins, les dangers des variants, la pertinence de reporter la seconde dose, d'imposer des masques à l'école, d'aérer ou de nettoyer les surfaces, d'utiliser des tests rapides, de reconfiner ou de déconfiner...

Malgré la longueur des textes publiés sur le web, les lecteurs ont été au rendez-vous et même plus nombreux que jamais pour certains textes, tous sujets confondus (incluant la politique, les questions de société, d'économie ou la culture), en provenance du Québec mais aussi de toute la francophonie. Un signe indéniable que le public est plus avide d'informations scientifiques que ce que l'on a tendance à penser, et qu'il veut comprendre plutôt que simplement savoir.

## Jean-François Cliche

Une très belle illustration de l'utilité des journalistes scientifiques pendant la pandémie a été la série de questions de lecteurs auxquelles nous avons répondu, Valérie Borde et moi, avec *Québec Science* en appui. Pendant des semaines, j'ai reçu une quarantaine de questions par jour dans mon courriel – avec des sommets à 80. J'en avais pour une ou deux heures par jour à gérer ça. Et c'est sans compter celles que le Centre Déclic et *Québec Science* recevaient.

## IV - Recommandations

Le journalisme scientifique a besoin de davantage de bras. À l'instar des organismes de culture scientifique, nous ne manquons pas d'idées. Mais les programmes de subvention qui imposent systématiquement de lancer de nouveaux projets pour les abandonner après un an ou deux, sont souvent un problème: comme la pandémie l'a démontré, l'une de nos forces est notre expertise, développée sur le long terme, qui nous a permis de réagir au quart de tour. Cette expertise a aussi contribué à notre crédibilité auprès d'une bonne partie du public: autant celui qui fait partie de nos habitués que celui qui ne nous suivait que de loin, mais qui s'est tout à coup tourné vers nous, parce qu'il nous considérait parmi les sources les plus fiables.

Or, cette expertise doit continuellement reposer sur des équipes fragiles, des journalistes au statut précaire et des revenus publicitaires en déclin chronique. Nous risquons d'avoir de sérieuses difficultés à faire face aux prochaines crises, qu'elles soient sanitaires ou climatiques.

Comment embaucher plus de gens ? Ici non plus, nous ne réinventerons pas la roue. Des propositions ont circulé au fil des années. Qu'il nous soit permis de les rappeler:

- L'aide allouée au journalisme scientifique dans son ensemble devrait être bonifiée. À l'heure actuelle, l'Agence Science-Press, *Québec Science* et Publications BLD reçoivent une aide au fonctionnement du MEI, sans laquelle ces médias ne survivraient pas. Mais leur situation est néanmoins extrêmement fragile et ne permet pas d'envisager de développement. L'aide n'a pas suivi l'inflation au cours de la dernière décennie, et embaucher davantage de journalistes scientifiques ne serait pas un luxe dans le contexte actuel. Faire du journalisme scientifique de qualité exige du temps et des ressources humaines.
- Par ailleurs, l'aide pourrait être élargie à d'autres médias qui embauchent des journalistes scientifiques, ce qui permettrait une couverture elle-même élargie de la science. On peut par exemple penser à des incitatifs à l'embauche, comme pour les jeunes chercheurs, qui tiendraient compte du prorata du volume de reportages sur des enjeux scientifiques produits par le média.
- Un pourcentage des fonds alloués à la recherche pourrait être alloué au journalisme scientifique, suivant des modalités à discuter. Notre collègue Valérie Borde [avait fait cette suggestion dans ce texte](#), en 2014. Elle était alors d'actualité, elle l'est encore plus aujourd'hui.

- Un pourcentage des achats publicitaires des institutions, telles que les universités et les centres de recherche, pourrait être dévolu aux médias qui se spécialisent en tout ou en partie dans la vulgarisation scientifique. Cela permettrait de compenser un peu la fuite des revenus vers les réseaux sociaux. Cela permettrait aussi de limiter le nombre de faux pas, lorsque quelqu'un se rend compte que la publicité d'une université québécoise s'est retrouvée à son insu sur un site étranger au contenu douteux.
- Il faudrait investir dans l'éducation à l'information pour former un citoyen plus critique face aux fausses nouvelles et mieux à même de distinguer le vrai du faux. On pourrait aider les journalistes scientifiques à participer à cet effort, puisqu'ils ont l'expertise pour expliquer comment se construit la science, comment repérer une source crédible en science, l'utilité du journalisme scientifique, son rôle dans le contexte du Québec et de la francophonie, etc.

Et parce que ce qui précède ne relève pas, à l'évidence, que du MEI, nous proposons:

- Une concertation entre les ministères concernés par la lutte à la désinformation et par les impacts sociaux délétères de la désinformation: Éducation, Culture, Santé, Environnement, MEI et d'autres. Nous sommes ici en train d'envisager rien de moins qu'une stratégie interministérielle de lutte à la désinformation. Parce que c'est un problème qui touche tout le monde, et parce que l'époque où nous nous trouvons désormais, l'impose.

## Conclusion

Nous espérons que ces quelques pages vous ont permis de mieux comprendre une réalité dont on ne parle certainement pas assez. L'année qui vient de s'écouler a été une occasion pour qu'une partie du public prenne conscience du travail que nous faisons et des raisons pour lesquelles nous le faisons, mais le travail des vulgarisateurs en général et des journalistes scientifiques en particulier, ne s'accomplit pas qu'en temps de crise. Les besoins pour mieux comprendre le monde qui nous entoure et pour mieux distinguer le vrai du faux ne s'estomperont pas lorsque cette pandémie sera derrière nous.

- *Montréal, 14 mai 2021*